

Prime à l'Europe:

JOURNAL DE GENEVE

Qui en est ?

21-08-58

L'entrevue Adenauer-de Gaulle, qu'annonce ci-contre notre correspondant de Bonn, marquera un tournant dans l'évolution politique de l'Europe des Six. Elle contribuera certainement, et utilement, à dissiper certains malentendus. Mais si l'on n'y prend pas garde, elle pourra en créer d'autres.

Le général de Gaulle s'emploie patiemment à corriger l'image — parfois fort distordue — que ses partisans ont pu créer dans l'esprit de l'étranger. Parce que des « gaullistes », ou du moins des politiciens se réclamant de cette étiquette, ont combattu, avec des arguments nationalistes souvent étroits, les institutions européennes, la venue au pouvoir du général a effrayé les « Européens ». Son entretien avec le chancelier Adenauer aura pour but de démontrer que son patriotisme n'est pas si étroit, et qu'il est capable de concevoir une France forte dans une Europe consolidée.

Cette mise au point sera utile et nécessaire, car rien ne serait plus dangereux pour l'Europe qu'un repliement de l'Allemagne motivé — légitimement ou non — par un isolationnisme français. On se réjouira donc que le général de Gaulle pousse sa démonstration de loyauté jusqu'à proposer un renforcement des institutions politiques des Six, en attendant la mise en place d'institutions économiques qui tardent à trouver leur solution. On sait que pour le chancelier Adenauer aussi, c'est le résultat politique qui compte avant tout : la réconciliation franco-allemande définitive, dans le cadre d'institutions indissolubles. Les mécanismes économiques, il les laisse aux experts, et à son ministre, le professeur Erhard, à condition, encore, que leurs objections ne retardent pas l'intégration des Six.

L'adhésion du général de Gaulle, venant après la crainte qu'inspirait sa réputation d'isolationniste, renforcera encore cette tendance du chancelier. Moins que jamais il ne voudra entendre les objections des techniciens, si la récompense de sa surdité lui paraît être de consolider l'intégration politique et la réconciliation franco-allemande.

Cette intégration vient de recevoir un formidable encouragement de la part du Sénat américain. Il a voté deux sur trois des projets qui apportent une aide matérielle et technique considérable à l'Euratom. Le premier est un accord de principe, le second prévoit la livraison de 30 tonnes d'uranium-235 et d'importants crédits. (Le troisième, qui ne pourra être voté qu'au début de l'an prochain, règle la collaboration technique entre les Etats-Unis et l'Euratom, mais ne retardera pas la mise en activité des deux premiers.)

Par ces accords, l'Amérique entend démontrer qu'elle tient parole lorsqu'elle recommande aux Européens de s'aider eux-mêmes avant de demander l'aide des autres. Elle récompense somptueusement le bel effort d'imagination et de coopération que constitue l'Euratom. En même temps, elle contribue à améliorer le bilan énergétique des Six, et à diminuer leur dépendance à l'égard de sources extérieures, et particulièrement à l'égard du pétrole du Moyen-Orient. (Non pas que l'uranium remplacera directement l'essence, mais l'électricité des centrales nucléaires prendra sa place à côté des centrales thermiques au charbon, atténuant d'autant la demande de fuel.)

Il est facile de prévoir tous les malentendus que cette intégration accélérée des Six, avec la bénédiction et l'appui de l'Amérique, peuvent susciter dans le reste de l'Europe occidentale. Mais la réaction « Et nous, alors ? » n'a jamais porté beaucoup de fruits dans une négociation. Ce n'est pas entièrement la faute du général de Gaulle si la zone de libre échange n'a pas, aux yeux de l'Amérique, le même attrait politique que le Marché commun et l'Euratom. Les négociations d'experts en vue d'un accord tarifaire multilatéral n'ont jamais suffi à capter l'imagination des parlements et des chefs de gouvernements. Si les « Non-Six » de l'Europe occidentale veulent éviter d'être distancés et discriminés, ils doivent faire l'effort d'imagination de donner un sens politique commun aux propositions de leurs experts. Depuis la création de l'OECE en 1948, et de l'UEP en 1950, on n'a plus retrouvé les dimensions de l'Europe à 17. On ne les retrouvera jamais si l'intégration des Six devait, faute de dynamisme chez leurs partenaires, distancer toute autre coopération.

Bernard Béguin